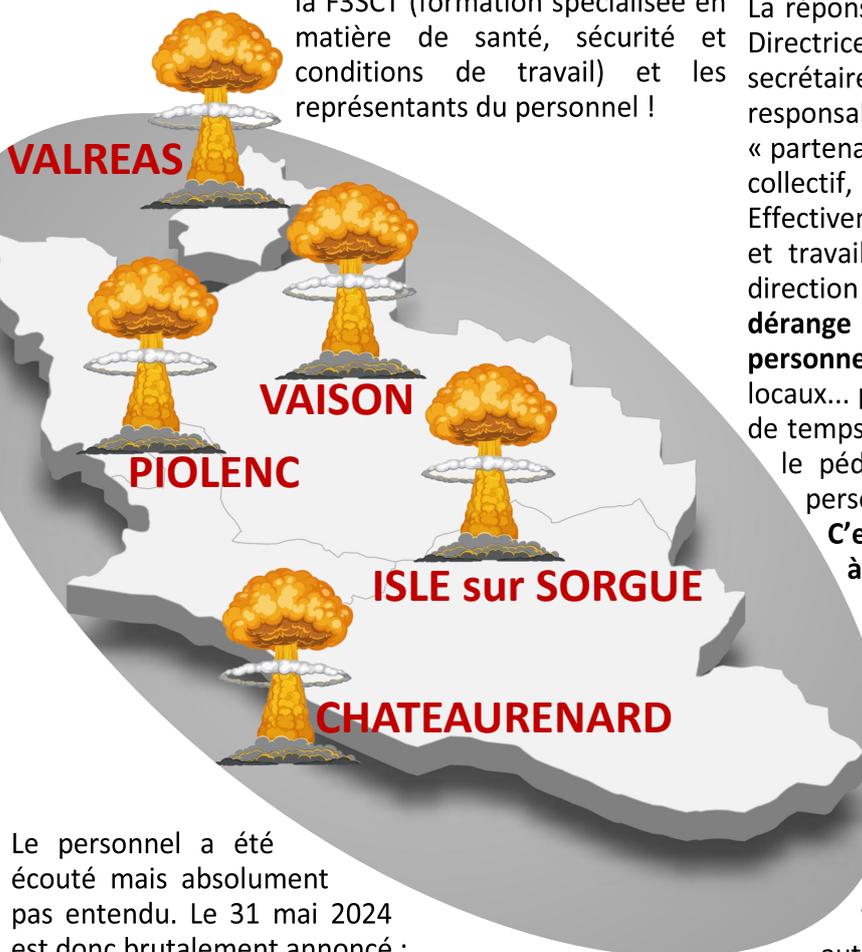


La Pédopsy atomisée !

Depuis février 2023, au vu de la pénurie médicale, la CGT alerte et demande qu'une réflexion conjointe sur le fonctionnement de la PIJ soit menée, afin de pouvoir maintenir une activité soignante en secteur au plus près des patients enfants, adolescents et leurs familles. La direction ne s'en est préoccupée qu'en novembre 2023. Elle a fini par prendre la main et décider d'une enquête en février 2024 (1 an de perdu...) en refusant d'associer

la F3SCT (formation spécialisée en matière de santé, sécurité et conditions de travail) et les représentants du personnel !



Le personnel a été écouté mais absolument pas entendu. Le 31 mai 2024 est donc brutalement annoncé :

- la **fermeture** (officiellement suspension) au 1er septembre 2024 de **4 CMPEA** (Valréas, Vaison, l'Isle sur la Sorgue et Châteaurenard) et de **l'HDJ** de Piolenc.
- la création de CMPEA dit « pivot » (Orange, Carpentras, Cavaillon et Avignon)
- La **création de zones blanches** (arrêt de toutes prises en charge dans ces secteurs). Malgré le suivi des patients connus sur les CMP pivots, il est prévu l'arrêt de tout nouvel accueil sans aucun relai...
- la réaffectation des personnels, dont certains sur des CMPEA pivots qui sont matériellement dans l'incapacité de les accueillir.

Les mandatés CGT à la F3SCT sont allés, le 11 juin 2024, rencontrer les équipes des structures qui ferment, des CMPEA pivots et d'ELISEA. Nous avons pu constater le désarroi absolu de tous, les laissant seuls face à leur obligation d'abandonner de jeunes patients, et leurs

familles en difficultés extrêmes, ainsi que les partenaires des réseaux qui ne savent pas comment ils feront à la rentrée.

Le 11 juin, aucune communication n'avait été faite, notamment sur les conduites à tenir avec les patients, les familles et les partenaires. Au contraire, certains avaient l'info de ne rien dire !

Après 6 droits d'alerte, toujours aucune concertation !

La réponse est venue le 18 juin par courrier de Mme la Directrice et de la présidente de la CME à notre secrétaire générale, pour nous « rappeler à notre responsabilité » et pour nous signifier que les « partenaires sociaux ont toute leur place dans ce travail collectif, en particulier dans le cadre des instances ». Effectivement, le syndicat CGT prend ses responsabilités et travaille le collectif malgré les refus répétés de la direction ! **Le travail des élus et mandatés CGT les dérange dans leurs petits calculs où ils oublient les personnels et la population.** La CPAM, l'ARS, les élus locaux... personne n'a été concerté ! Pire une proposition de temps médical sur Châteaurenard a été proposée par le pédopsychiatre de la MDA de Châteaurenard et personne du CHM n'a dénié lui répondre !

C'est le Syndicat CGT qui apprend ces fermetures à L'ARS le 25 juin lors d'une demande de RDV à ce sujet... C'est le Syndicat CGT qui l'apprend à la Directrice de la CPAM, c'est le syndicat CGT qui l'apprend aux membres du Conseil de Surveillance le 03 juillet... On apprend par ailleurs, que le canton de Valréas, canton de la Présidente du Conseil de Surveillance bénéficiera, lui, finalement du maintien de 3 jours d'ouverture par semaine... On nous explique que c'est pour la situation isolée de Valréas... L'isolement social et sanitaire des autres personnes, on n'en parle pas...

Refus de la direction de mettre ce point à l'ordre du jour de la CSIRMT (Commission des soins infirmiers, de rééducation et médico-techniques), refus de le mettre à l'ordre du jour du Conseil de Surveillance, refus d'une F3SCT extraordinaire...

La Direction parle de dialogue social pendant elle le refuse systématiquement !

Le point est finalement mis à l'ordre du jour le 8 juillet lors de l'instance CSE/F3SCT au milieu d'autres points. Pour traiter ce point primordial pour notre hôpital et la population du Vaucluse et du nord Bouches du Rhône, était présent le directeur référent du pôle et... pas de chef de pôle, pas de cadre supérieur de santé, pas de médecin... Il semblerait que leur présence n'est pas été jugée nécessaire ! **On se pose la question de l'entente et d'un réel travail en commun du « Trio de pôle » de la PIJ...**

La présentation de réorganisation du pôle PIJ est donc faite par le Directeur référent du pôle.

A été présentée la nouvelle réorganisation ainsi que les 25 postes supprimés, les postes créés, les agents à déplacer... Nous avons demandé que cette présentation soit diffusée le plus rapidement possible afin que le personnel puisse obtenir un délai acceptable de réflexion pour pouvoir se positionner sur les futurs postes. Un renfort de 3 ou 4 agents serait envisagé sur les CMPEA pivots ainsi que le « réarmement » des petites roulettes.

À ce jour, les missions des soignants n'ont pas été présentées clairement, l'adaptation de cette nouvelle réorganisation aux usagers non plus, et aucun des locaux actuels ne peut recevoir ces agents et encore moins les patients qu'ils vont suivre (et ce à condition que les patients puissent se déplacer. C'est autant de pertes de chances pour les patients enfants et adolescents).

Nous vous rappelons encore une fois que l'enquête, réalisée en 2018 par le cabinet SECAFI, a très clairement mis en évidence les dysfonctionnements de ce pôle qui ont amené « **50% des agents à être exposés à un risque psychosocial de niveau fort à très fort** »... Par ailleurs, nous vous rappelons aussi que l'enquête sur les RPS, réalisée par les élus et mandatés CGT restituée le 29 mai 2024 a montré que :

- pour 75% des agents, il est difficile de concilier travail et vie privée.
- 83% des agents déclarent qu'il n'y a pas de climat de confiance présent dans le PIJ.
- 100% des agents n'ont pas confiance en la stratégie menée par l'établissement.
- 50% des agents envisagent de quitter leur unité dont 40% envisagent de quitter la PIJ.
- 83% des agents n'ont pas confiance dans la gestion de la PIJ, et n'y voient plus d'avenir. Ils regrettent le manque de transparence des informations.
- 85% des agents s'attendent à une dégradation des conditions de travail.

De plus même si les nouveaux accueils ont été suspendus sur les unités « en ballotage » les soignants continuent de répondre présents pour les usagers, leurs familles et les politiques qui prennent contact avec les unités et s'insurgent du devenir. Les agents estiment n'avoir ni la compétence ni la légitimité de répondre à leurs questionnements. Pour cela il a été demandé en instance de désigner une ou des personnes référentes compétentes joignables avec un numéro de téléphone unique.

La direction s'y était engagée dans les plus brefs délais. Nous attendons toujours !

Nous continuons à penser, que, dans le cadre actuel de pénurie médicale, les solutions alternatives proposées par les équipes sont les plus adaptées pour répondre aux besoins de la population. Le dispositif proposé de CMPEA pivots en maintenant les antennes est le plus adapté afin de maintenir l'offre de soins public au plus près des usagers afin de garder le maillage territorial et garder les compétences paramédicales au plus près des patients. La condition est de garder ses antennes ouvertes avec le temps médical concentré sur les CMPEA pivots. Pour l'HDJ de Piolenc, sa transformation en CATTP répondrait en l'absence d'HDJ, à un besoin de la population de tout le nord Vaucluse.

- ❶ La Direction ne respecte pas ses engagements, et on le sait, l'attente et les décisions prises, sans anticipation du réel du terrain, sont délétères pour tous : usagers, familles, soignants, partenaires...
- ❷ La direction n'assume pas sa responsabilité de Service Public.
- ❸ La direction décide et acte sans que jamais nous ayons pu échanger et débattre de façon constructive tous ensemble : corps médical, direction, équipes paramédicales et élus du personnel...
- ❹ La direction est sourde au dialogue social...



La CGT du CHM a interpellé l'ARS, la CPAM, les usagers et a envoyé un courrier à l'ensemble des élus des communes du Vaucluse et du nord Bouches du Rhône, aux conseillers départementaux et au député de la 1^{ère} circonscription du Vaucluse leur demandant d'intervenir pour leur population (courrier disponible sur notre site www.cgtmontfavet.fr).

Si notre Direction, continue à s'entêter, malgré l'évidence de l'exigence du maintien d'un service public de pédopsychiatrie sur tous les territoires du Vaucluse et du nord des Bouches du Rhône, il sera nécessaire, à la rentrée de leur rappeler, haut et fort, ainsi qu'à nos tutelles et nos élus, le rôle de l'HOPITAL PUBLIC !